

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 22/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SGT

3 rue de l'Île Macé
44400 REZE

Références : N6-2022-1182-RAPPORT
Code AIOT : 0006301406

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement SGT implanté 3 rue de l'Île Macé 44400 REZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SGT
- 3 rue de l'Île Macé 44400 REZE
- Code AIOT : 0006301406
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Générale des Techniques (SGT) exerce des activités d'injection de Polyéthylène Téréphtalate (PET) pour réaliser des préformes de bouteilles destinées essentiellement à l'industrie alimentaire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- visite de récolement de l'arrêté de mise en demeure du 24/11/20

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	conformité bâtiment B7	AP de Mise en Demeure du 24/11/2020, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	conformité portes du local de charge d'accumulateurs	AP de Mise en Demeure du 24/11/2020, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que le local de charge d'accumulateurs et le bâtiment B7 ont été mis en conformité par l'exploitant pour répondre à sa mise en demeure du 24/11/20. Il reste à transmettre les éléments complémentaires cités dans le rapport technique de mise en conformité du B7, réalisé par un bureau d'étude spécialisé, pour permettre à l'inspection des installations classées de proposer au préfet d'abroger l'arrêté de mise en demeure précité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : conformité portes du local de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, risque d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Société Générale des Techniques (SGT) à Rezé exploitant des installations de fabrication de préformes de bouteilles en PET, sise 3 rue de l'île Macé sur la commune de Rezé est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles suivants : <ul style="list-style-type: none">• sous un délai de 6 mois : 7.2.9 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2014 en transmettant des éléments attestant que les portes du local de charge d'accumulateurs donnant vers l'extérieur sont pare-flamme de degré 1/2 heure
Constats : Par courriers des 24 juin 2021 et 2 août 2021, l'exploitant a transmis les éléments attestant de la mise en place des ouvrants donnant vers l'extérieur du local de charge d'accumulateurs suivants : <ul style="list-style-type: none">- une porte E60 (étanche au feu 60 minutes).- un rideau métallique E60 (étanche au feu 60 minutes). Ces ouvrants ont été vus en inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : conformité bâtiment B7

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, risque d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Société Générale des Techniques (SGT) à Rezé exploitant des installations de fabrication de préformes de bouteilles en PET, sise 3 rue de l'île Macé sur la commune de Rezé est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai d'un an : 7 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2018 en mettant en conformité les murs et portes du bâtiment B7 (respect des dispositions constructives prescrites).
<p>Constats : Par courrier électronique du 01/08/22, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un planning de mise en conformité du bâtiment B7. Selon ce planning, la mise en conformité du bâtiment devait être achevée début novembre 2022 d'où la programmation de la visite de récolement à la mise en demeure le 15/11/22 (un courrier du préfet du 06/01/22 avait pris acte du retard de l'exploitant pour le respect de l'échéance du 24/11/21 pour mettre en conformité le bâtiment B7).</p> <p>Un rapport technique concernant la mise en conformité du bâtiment B7, réalisé par un bureau d'étude spécialisé, a été transmis à l'inspection des installations classées le 14/11/22. Celui-ci atteste que les travaux suivants ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - façade SUD : mise en place d'une porte rideau métallique classée EI120, reprise des fixations des panneaux de la partie de façade EI 120 existante (partiellement réalisé) ; - façade OUEST : mise en place de parois EI 120 complémentaires en façade, reprise des fixations des panneaux de la partie de façade EI 120 existante (partiellement réalisé) ; - mur séparatif entre bâtiment B7 et B1 : protection incendie conférant une stabilité au feu REI120 de la charpente métallique du bâtiment B7, flocage EI 120 des portiques de charpente du bâtiment B7, encoffrement EI120 des poteaux et éléments de charpente du bâtiment B7 incorporés dans le mur séparatif coupe feu, mise en place de 2 portes rideaux EI120, mise en place de colliers EI120 ou encoffrement EI 120 au droit des conduits traversants le mur séparatif, mise en place d'une porte rideau EI120 au droit de la trémie du convoyeur de palette située dans le mur séparatif entre B7 et B1, asservissement du convoyeur au système d'alarme incendie pour que le chariot mobile se positionne en dehors de l'emprise de la porte rideau lors du déclenchement de la fermeture de la porte rideau. <p>Le rapport fait état d'éléments complémentaires à apporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attestation d'essais de la bonne fermetures des portes Rideau Coupe Feu sur déclenchement de l'alarme incendie ; - Attestation d'essais de l'asservissement du chariot mobile sur déclenchement de l'alarme incendie ; - Travaux de reprise des fixations défectueuses des panneaux existants CF des façades EI120 restant à réaliser ; - Panneaux façade EI120 : PV de résistance incendie à transmettre en complément de la fiche technique. <p>Au cours de l'inspection, les travaux susvisés réalisés sur le bâtiment B7 ont été constatés.</p>
<p>Observations : Afin de pouvoir proposer au préfet d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 24/11/20, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les éléments complémentaires cités dans le rapport de conformité du bâtiment B7 susvisé.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet